

## **L'Eglise catholique romaine et l'Etat dans le Canton de Fribourg<sup>\*</sup>**

*René Pahud de Mortanges*

### **Table des matières**

<b>1</b>	<b>Les bases constitutionnelles et les indications relatives aux confessions</b>	<b>279</b>
<b>2</b>	<b>Le statut de l'Eglise catholique au sein du droit public selon la LEE de 1990</b>	<b>281</b>
<b>3</b>	<b>Les corporations ecclésiastiques catholiques</b>	<b>282</b>
<b>4</b>	<b>Questions actuelles</b>	<b>285</b>
4.1	Conséquences de la création d'unités pastorales pour les corporations ecclésiastiques	285
4.2	La sortie de l'Eglise	286
4.3	La péréquation financière	288
	<b>Bibliographie</b>	<b>289</b>

---

<sup>\*</sup> Traduit de l'allemand par Evelyne Gschwind.



## 1 Les bases constitutionnelles et les indications relatives aux confessions

Les bases légales de la relation entre l'Eglise catholique romaine d'une part, et l'Etat d'autre part, se retrouvent dans la Constitution cantonale ainsi que dans la loi concernant les rapports entre les Eglises et l'Etat de 1990 (LEE).<sup>1</sup> La nouvelle *Constitution* du Canton de Fribourg du 16 mai 2004<sup>2</sup> (Const./FR) reprend en grande partie dans ses dispositions de droit étatique ecclésiastique le statu quo du droit constitutionnel en vigueur jusqu'alors. Au début, la constituante chargée d'élaborer la nouvelle Constitution envisagea aussi bien la séparation de l'Eglise et de l'Etat selon le modèle du Canton de Neuchâtel que l'introduction d'un impôt de mandat d'après le modèle italien ; ni l'un ni l'autre n'a cependant été réalisé.<sup>3</sup> L'art. 15 de la Constitution garantit la liberté de conscience et de croyance. Cet article représente avant tout une répétition de l'art. 15 de la Constitution fédérale. Selon l'art. 140 al. 1 Const./FR, l'Etat et les communes reconnaissent le rôle important des Eglises et des communautés religieuses dans la société. L'Etat accorde un statut de droit public aux Eglises catholique-romaine et évangélique-réformée. Les Eglises reconnues sont autonomes ; leur organisation est soumise à l'approbation de l'Etat (art. 141 Const./FR). Par la mention explicite de ces deux Eglises et par leur reconnaissance de droit public, le Canton rend hommage à leur rôle historique et à leur importance aux yeux de la population. La religion catholique fut « la religion du Canton » jusqu'à la Constitution cantonale de 1848, à l'exception du district de Morat. Dans ce bailliage autrefois commun à Berne et à Fribourg, Berne avait introduit la Réforme en 1530. La disposition suivante était encore en vigueur dans la Constitution cantonale de 1831 : « Dans ce district, la religion évangélique est la seule religion publique ».<sup>4</sup>

L'ouverture d'esprit du droit constitutionnel fribourgeois face à d'autres confessions s'explique peut-être du fait que, pendant des siècles, deux confessions ont cohabité dans les limites du canton. Selon l'art. 142 Const./FR, les autres Eglises ainsi que les communautés religieuses sont régies par le droit privé. Si leur importance sociale le justifie et si elles res-

---

<sup>1</sup> RSF 190.1.

<sup>2</sup> RSF 10.1.

<sup>3</sup> Voir PAHUD DE MORTANGES, pp. 154 ss.

<sup>4</sup> Cité selon KRAUS, Staatskirchenrecht, p. 212, avec des explications supplémentaires quant au développement historique.

pectent les droits fondamentaux, elles peuvent obtenir des prérogatives de droit public ou même être dotées d'un statut de droit public. La possibilité de reconnaissance de droit public d'autres communautés religieuses remonte à la Constitution fribourgeoise de 1982.<sup>5</sup> De ce fait, le Canton était en avance d'environ vingt ans par rapport à la majorité des autres cantons ; dans le cadre du renouvellement de leur droit constitutionnel cantonal, plusieurs cantons ont suivi l'exemple de Fribourg à l'aube du nouveau siècle. En 1990, l'Etat reconnut un statut de droit public à la Communauté israéliite du Canton de Fribourg, se basant sur le droit constitutionnel en vigueur.<sup>6</sup> Fribourg fut le second canton à reconnaître un statut de droit public à la communauté juive, Bâle ayant été le premier en 1972 ; plusieurs cantons ont suivi l'exemple de Fribourg également sur ce point.

Selon l'annuaire statistique du Canton de Fribourg en l'an 2000, 70,4% de la population appartenait à l'Eglise catholique romaine et 15,2% à l'Eglise évangélique réformée ; 14,4% faisait partie d'une autre communauté religieuse ou indiquait n'appartenir à aucune religion. La majorité de la population du Canton demeure donc catholique. Bien que la « république chrétienne » d'antan n'existe plus<sup>7</sup>, le lien historique fort qui unit l'Eglise catholique à l'Etat est célébré lors de fêtes telles que la procession de la Fête-Dieu. Cet élément a longtemps alimenté l'identité du Canton.<sup>8</sup> Cependant, ces dernières années, la mentalité du Canton s'est ouverte. L'attachement de beaucoup de personnes à leur Eglise a baissé. Aujourd'hui, une multitude de groupements est représentée en ville de Fribourg avec des communautés traditionnelles et nouvelles dont plusieurs communautés musulmanes.<sup>9</sup>

Les catholiques fribourgeois font partie du Diocèse de Lausanne, Genève et Fribourg, vu l'union des Evêchés de Genève et de Lausanne en 1821. La ville de Fribourg est le siège épiscopal depuis 1924.<sup>10</sup> Sur le territoire du Canton se trouvent 141 paroisses catholiques qui se regroupent de plus en plus en unités pastorales (cf. ci-après pt. 4.2). La partie francophone et la partie germanophone ont chacune un vicaire épiscopal qui exerce ses fonctions pour les catholiques du Canton.

---

<sup>5</sup> Cf. DUCARROZ, p. 168.

<sup>6</sup> Voir FOURADOULAS.

<sup>7</sup> Voir l'art. Fribourg (canton), dans : DHS, t. 5, 2006, pp. 230 s.

<sup>8</sup> Comme le retient GARDAZ.

<sup>9</sup> Voir BLEISCH BOUZAR/REY/STOFFEL/WALSER.

<sup>10</sup> Voir l'art. Lausanne (diocèse), dans : DHS, t. 7, 2008, pp. 583 ss.

## 2 Le statut de l'Eglise catholique au sein du droit public selon la LEE de 1990

La LEE fut promulguée en 1990 pour concrétiser les dispositions constitutionnelles. Elle représente une loi cadre pour les communautés religieuses jouissant d'un statut de droit public. Actuellement, cette loi joue un rôle important avant tout pour les Eglises catholique romaine et évangélique réformée.<sup>11</sup> Selon l'art. 3 LEE, les Eglises reconnues s'organisent en *corporations ecclésiastiques* au niveau paroissial et, au besoin, selon les termes du statut ecclésiastique, au niveau régional et cantonal. L'évocation prioritaire du niveau communal n'est pas due au hasard. En effet, le dualisme entre la commune politique et la paroisse (en tant que commune ecclésiastique) remonte au 19<sup>ème</sup> siècle. La paroisse (en tant que commune ecclésiastique), régie par le droit étatique, était responsable pour l'administration des biens matériels de la paroisse canonique locale qui, elle, était organisée par le droit canonique.<sup>12</sup> Jusqu'à la fin du 20<sup>ème</sup> siècle, dans l'Eglise catholique, aucun regroupement de communes ecclésiastiques n'existait au niveau cantonal. Des tâches intersectorielles furent assurées par une « Commission des tâches supra paroissiales ».

Une large *autonomie* est octroyée aux Eglises reconnues. Selon l'art. 6 LEE, les corporations ecclésiastiques s'organisent et gèrent leurs ressources et leurs biens librement. De plus, elles édictent les règles nécessaires à leur organisation et à l'accomplissement de leurs tâches. Pour faire ceci, chaque Eglise reconnue se donne un statut ecclésiastique qui contient les principales règles d'organisation et d'administration des corporations ecclésiastiques.

Les Eglises reconnues bénéficient de certaines *prérogatives* :

- Les paroisses ecclésiastiques peuvent prélever des impôts pour subvenir à l'accomplissement de leurs tâches (art. 12 LEE), ceci des personnes physiques et des personnes morales.
- L'Etat et les communes peuvent, par des contributions financières, soutenir les Eglises reconnues dans l'accomplissement de tâches sociales, caritatives ou de formation, dans la construction ou l'aménagement d'édifices ne servant pas principalement un but religieux et dans l'exercice de l'aumônerie dans les établissements de l'Etat et des communes (art. 22 LEE).

---

<sup>11</sup> Une loi fut édictée spécialement pour la communauté juive en 1990, Loi portant sur la reconnaissance de la Communauté israélite du canton de Fribourg (RSF 193.1).

<sup>12</sup> Voir KRAUS, Staatskirchenrecht, p. 213.

- Les Eglises reconnues ont le droit d'exercer l'aumônerie dans les établissements hospitaliers, scolaires et pénitentiaires (art. 23 LEE).
- L'Etat et les communes leur fournissent les données relatives à l'appartenance confessionnelle de leurs habitants. Ils les soutiennent en percevant des impôts ecclésiastiques (art. 24 LEE).

Comme le retint à juste titre Jacques Ducarroz, le « père » de la LEE qui s'en alla malheureusement bien trop tôt, il ne s'agit pas seulement de ces avantages administratifs et matériels : « La reconnaissance des Eglises a d'abord une *signification morale*. Elle signifie que l'Etat prend en considération le rôle historique que l'Eglise catholique et l'Eglise réformée ont joué dans l'édification du Canton, ainsi que l'importance et le caractère bienfaisant de leur présence aujourd'hui dans les domaines religieux, éducatif, culturel, caritatif et social »<sup>13</sup>.

A Fribourg, l'Eglise catholique n'est pas seulement reconnue de manière indirecte par ses corporations ecclésiastiques, comme c'est le cas dans la plupart des cantons alémaniques. En effet, l'art. 4 LEE retient de manière explicite une liste de personnes juridiques ecclésiastiques jouissant d'une reconnaissance comme personnes morales de droit public : L'Evêché de Lausanne, Genève et Fribourg, le Chapitre cathédral de Saint-Nicolas, le Grand Séminaire diocésain, les couvents, les paroisses canoniques, les bénéfices curiaux et de chapellenie ainsi que les autres personnes juridiques publiques de droit canonique.

### 3 Les corporations ecclésiastiques catholiques

Les corporations ecclésiastiques catholiques sont réglées par le Statut ecclésiastique catholique de la Corporation ecclésiastique cantonale.<sup>14</sup> Plus de quatre ans de travaux intensifs ont été nécessaires pour son élaboration. Une Assemblée ecclésiastique de 90 membres comprenant à la fois des délégués paroissiaux laïcs, élus par les citoyens actifs de confession catholique, des délégués des prêtres et des religieux élus par leurs pairs et des délégués désignés par l'Evêque du diocèse l'ont élaboré avec soin. Le Statut fut adopté par l'Assemblée ecclésiastique provisoire en décembre 1996, et reçut l'approbation du Conseil d'Etat en avril 1997 et de l'Evêque du diocèse en mars 1997. Le 8 juin 1997, les citoyens catholi-

---

<sup>13</sup> DUCARROZ, p. 172.

<sup>14</sup> RSF 191.0.11.

ques du Canton ont adopté le Statut lors d'une votation populaire. Il est entré en vigueur le 1er janvier 1999.

Selon le Statut, les corporations ecclésiastiques paroissiales et la Corporation ecclésiastique cantonale sont constituées pour permettre à l'Eglise d'accomplir sa mission par la mise à disposition des moyens nécessaires. Toute personne domiciliée dans le Canton et appartenant à l'Eglise catholique-romaine selon le droit canonique est membre de la corporation ecclésiastique paroissiale de son domicile et de la Corporation cantonale (art. 4 du Statut). Les *corporations ecclésiastiques paroissiales* sont au service des paroisses canoniques. L'état et la circonscription des corporations ecclésiastiques paroissiales correspondent à ceux des paroisses canoniques (art. 13). Elles ont entre autres pour tâches de subvenir aux frais de culte et de la pastorale, d'assumer la rémunération des prêtres et des autres personnes chargées d'un ministère ou d'un service ; elles doivent également contribuer au financement des tâches supraparoissiales (art. 18). Les corporations ecclésiastiques paroissiales prélèvent des impôts ecclésiastiques aux conditions prévues par la LEE pour se procurer les ressources nécessaires à l'accomplissement de leurs tâches (art. 19).

L'assemblée paroissiale, formée par tous les membres de la paroisse (art. 21), et le conseil paroissial constituent les organes de la corporation ecclésiastique paroissiale. Le conseil paroissial est l'organe exécutif de la paroisse (art. 32) ; il est composé de cinq membres au moins et de neuf membres au plus (art. 26). Le curé prend part aux séances du conseil paroissial avec voix consultative (art. 27).

Les corporations ecclésiastiques paroissiales sont l'élément primordial de l'organisation ecclésiastique catholique. Ce rôle est renforcé par la consécration du principe de *subsidiarité* qui régit la répartition des tâches entre les corporations ecclésiastiques paroissiales et la Corporation cantonale, celle-ci n'ayant à prendre en charge que les tâches qui ne peuvent pas être accomplies par les corporations ecclésiastiques paroissiales, individuellement ou en collaboration (art. 52 al. 1).

La *Corporation ecclésiastique cantonale* a pour tâches les fonctions législatives, exécutives et juridictionnelles qui lui sont attribuées par le Statut (art. 49). Ces fonctions étaient exercées par l'Etat avant la création du Statut, mais lui ont été léguées en vertu du principe d'autonomie. De plus, la Corporation a le devoir de pourvoir au financement des tâches supra paroissiales. A cette fin, la Corporation cantonale subvient aux frais des ministères et services supra paroissiaux et verse la part fribourgeoise au financement des tâches diocésaines et interdiocésaines.

Les organes de la Corporation cantonale sont :

- l'Assemblée, composée de 90 membres qui représentent les paroisses (60 membres), les prêtres et agents pastoraux laïcs (10), les communautés religieuses (5), les mouvements reconnus (5) et l'Autorité diocésaine (10).
- le Conseil exécutif, composé de cinq membres, dont un désigné par l'Autorité diocésaine,
- la Commission juridictionnelle, composée de cinq membres.

Le fait que les structures des corporations ecclésiastiques ont largement été inspirées par les structures étatiques au plan communal et cantonal a été mis en évidence ci-dessus. C'est en effet de cette manière qu'une formation démocratique de la volonté, de la séparation des pouvoirs et de la transparence dans la réalisation de décisions sont assurées. Ce sont des points requis par l'Etat pour l'attribution d'un statut de droit public. Cependant, l'Eglise catholique romaine n'est a priori pas en mesure de réaliser ces exigences en raison de sa structure hiérarchique moniste contrairement à l'Eglise évangélique synodale. Ainsi, le Canton de Fribourg connaît une structure dualiste de l'Eglise catholique tout comme la majorité des cantons de la Suisse alémanique. Il s'en distingue néanmoins par les efforts mis dans le fait d'éviter à tout prix des qualifications d'origine réformée d'organes dans la dénomination (« Eglises nationales », « synode », etc.). De plus, aucun droit de vote n'a été octroyé aux corporations ecclésiastiques en ce qui concerne la nomination de curés des paroisses canoniques ; l'évêque est absolument libre de planifier la pastorale à sa guise. Bien que l'Eglise obtienne un statut de droit public, elle conserve une large autonomie organisationnelle. Tout comme dans d'autres domaines, le Canton de Fribourg exerce une fonction passerelle entre les cantons alémaniques et les cantons romands en utilisant ce concept de droit étatique ecclésiastique.

Le Statut vise une bonne *collaboration* directe entre les corporations ecclésiastiques et les organes ecclésiaux en se servant de mesures adaptées. Mise à part la délégation déjà évoquée de membres dans les organes de la corporation cantonale, le droit de participation de l'Autorité diocésaine aux délibérations de l'Assemblée (art. 57) et la participation du curé à l'Assemblée paroissiale (art. 22) et aux séances du Conseil paroissial (art. 27) en font partie.



## 4 Questions actuelles

Une révision partielle est déjà en cours, et cela dix ans après l'entrée en vigueur du Statut de la Corporation ecclésiastique.<sup>15</sup> Elle concerne notamment les domaines suivants : l'adaptation de l'organisation des corporations ecclésiastiques paroissiales à la nouvelle organisation pastorale du canton, la sortie de l'Eglise et les accords financiers. Il s'agit de thèmes dont on envisageait déjà la nécessité de les adapter dans le futur lors de l'élaboration du Statut. Une commission composée de neuf membres de l'Assemblée a été mandatée pour l'élaboration du projet. Le projet est en consultation actuellement (avril 2010).

### 4.1 Conséquences de la création d'unités pastorales pour les corporations ecclésiastiques

Ces dernières années, dans le Canton de Fribourg, les paroisses canoniques ont été regroupées dans des unités pastorales. Ce faisant, le Diocèse réagit au nombre décroissant de prêtres ainsi qu'au fait qu'une partie de leurs fonctions paroissiales est reprise par des agents pastoraux laïcs. Cependant, ces derniers ne sont pas en mesure de remplacer totalement les prêtres. Ainsi, l'eucharistie ne peut notamment pas être célébrée sans prêtre. De plus, le droit canonique part du principe que la direction proprement dite de la paroisse canonique doit être tenue par un prêtre en tant que curé.

Le Diocèse a créé de nouvelles structures pour les unités pastorales. Ainsi, chaque unité pastorale est prise en charge par une équipe pastorale qui, elle, est sous la direction d'un curé modérateur (c. 517 CIC/1983). Outre le curé, l'équipe pastorale, les autres prêtres et les diacres permanents, les agents pastoraux laïcs et religieux ainsi que des membres bénévoles laïcs en font partie.<sup>16</sup> Un conseil pastoral de l'unité pastorale a pour tâche de conseiller l'équipe pastorale.<sup>17</sup> Des conseils de communauté sont créés dans l'unité pastorale afin d'assurer la proximité avec la paroisse et pour mettre en évidence l'identité de la paroisse canonique au sein de l'unité

---

<sup>15</sup> Corporation ecclésiastique catholique du canton de Fribourg, *Projet de modification partielle du Statut ecclésiastique de la Corporation ecclésiastique cantonale* (du 4 février 2009) et *Rapport explicatif accompagnant le projet de modification partielle du Statut ecclésiastique de la Corporation ecclésiastique cantonale* (du 4 février 2009).

<sup>16</sup> Voir *DIOCÈSE DE LAUSANNE, GENÈVE ET FRIBOURG* (éd.), *Guide*.

<sup>17</sup> Cf. *DIOCÈSE DE LAUSANNE, GENÈVE ET FRIBOURG* (éd.), *Conseil*.

pastorale. Ceux-ci remplacent – pour le moins terminologiquement – les anciens conseils de proximité (« Pfarreiseelsorgeräte »). Finalement, un conseil de gestion de l'unité pastorale est indispensable pour l'administration de l'unité pastorale et pour le financement de son personnel.<sup>18</sup> Ce faisant, une structure intermédiaire nouvelle de l'Eglise s'établit entre l'Evêché et les paroisses canoniques.

La création d'unités pastorales a également des conséquences pour les corporations ecclésiastiques paroissiales ; en effet, celles-ci doivent à présent coopérer et se partager les frais de l'unité pastorale. C'est pour cette raison que les paroisses qui sont réunies en unité pastorale sur le plan ecclésial forment une *association*. Si elles sont peu nombreuses, elles peuvent également former une *entente interparoissiale* régie par une convention. A défaut d'accord entre les corporations ecclésiastiques paroissiales, les conditions de collaboration sont fixées par le conseil exécutif de la Corporation cantonale. Les corporations ecclésiastiques paroissiales d'une unité pastorale prennent en charge en commun les frais des activités pastorales exercées au niveau de l'unité. Ces frais comprennent notamment la rémunération des agents pastoraux, les dépenses liées à l'activité de l'équipe pastorale ainsi que les frais de secrétariat. Les charges communes sont réparties entre les corporations ecclésiastiques paroissiales selon un mode qui prend en compte, dans un esprit de solidarité, la situation économique des corporations les plus faibles.

## 4.2 La sortie de l'Eglise

Selon l'art. 8 du Statut, l'appartenance aux corporations ecclésiastiques prend fin avec la sortie de l'Eglise catholique romaine ; la volonté de sortir de l'Eglise doit être manifestée par une déclaration écrite. Par ce droit de sortie, l'Etat protège la liberté de religion négative réglée à l'art. 15 Cst. féd. Cependant, ce droit à la liberté s'adresse à l'Etat. En effet, la situation se présente d'une autre manière pour l'Eglise : étant donné que le sacrement du baptême offre une affiliation à l'Eglise à caractère irréversible, une personne va rester catholique même si elle a déclaré sa sortie (*semel catholicus, semper catholicus*). Dans une note en bas de page, le Statut stipule donc que ses dispositions concernant la sortie de l'Eglise ne préjugent pas la portée canonique que l'autorité ecclésiale reconnaîtra à la

---

<sup>18</sup> Voir DIOCÈSE DE LAUSANNE, GENÈVE ET FRIBOURG (éd.), Gestion.

déclaration de sortie. Cette compréhension distincte de l'appartenance a depuis toujours été sujet à discussion parmi les catholiques fribourgeois. L'ATF 134 I 75 en a néanmoins changé la situation juridique. Cet arrêt de 2007 se rapporte à un cas du Canton de Lucerne. Le Statut de l'Eglise cantonale lucernoise requiert une déclaration de sortie de l'Eglise catholique romaine pour pouvoir sortir de la collectivité. Cependant, le Tribunal fédéral a retenu à cet égard que le fait de déclarer que l'on veut sortir de la corporation ecclésiastique doit suffire pour sortir de celle-ci. Selon le Tribunal fédéral, une déclaration de sortie de l'Eglise catholique romaine toute entière correspondrait à un acte de nature confessionnelle incompatible avec l'exigence de la liberté religieuse.

Cet arrêt du Tribunal fédéral a été fortement critiqué par la doctrine, notamment à cause du fait qu'il assouplit l'attache entre les corporations ecclésiastiques et les structures canoniques de l'Eglise.<sup>19</sup> Ceci permet, en effet, d'être membre de l'Eglise sans toutefois devoir payer des impôts paroissiaux. L'arrêt en question du Tribunal fédéral a poussé Fribourg à clarifier certains points de son Statut. D'après une nouvelle proposition concernant l'art. 11a du Statut, la déclaration de sortie pourrait être limitée *expressis verbis* aux corporations ecclésiastiques, paroissiales et cantonales. Une sortie limitée à la corporation ecclésiastique n'est donc pas présumée a priori, mais peut être déclarée. L'art. 11a du Statut compléterait l'art. 8. Dans un tel cas, le déclarant serait invité à un entretien par un représentant de l'Autorité diocésaine pour permettre de régler sa situation en conformité avec sa volonté de demeurer dans la communion de l'Eglise. Bien que la personne quittant seulement la corporation n'est plus soumise aux impôts ecclésiastiques, le droit canonique prévoit toutefois pour un catholique l'obligation selon c. 222 CIC/1983 de soutenir matériellement l'Eglise afin qu'elle puisse accomplir ses tâches. C'est la raison pour laquelle l'Evêché a décidé de créer une fondation « Saint Laurent » ; elle reçoit les donations des catholiques qui ont déclaré leur sortie des corporations ecclésiastiques. Il est clair que ceci ne représente qu'une réglementation pour des cas particuliers. La pastorale du Canton s'effondrerait si de nombreux Fribourgeois catholiques décidaient de sortir des corporations ecclésiastiques en se fondant sur cette nouvelle disposition. La pastorale ne pourrait subsister uniquement grâce à des dons, en tout cas pas dans son ampleur actuelle.

---

<sup>19</sup> Voir HANGARTNER ; KOSCH ; KLEY ; KRAUS, Entscheide ; NAY.

### 4.3 La péréquation financière

Pour diminuer les disparités entre les corporations ecclésiastiques paroissiales, le Statut a instauré une double péréquation financière : pour le financement des ministères paroissiaux (art. 40) et pour le financement des tâches supraparoissiales ou cantonales (art. 71). Ce système répond non seulement à l'art. 20 LEE, mais il est aussi l'expression du principe de solidarité.<sup>20</sup> La péréquation financière actuelle a toutefois occasionné des critiques depuis son introduction. Elle se base principalement sur le produit effectif des impôts cantonaux de chaque corporation ecclésiastique paroissiale. Cependant, le taux d'impôt fixé par la corporation ecclésiastique paroissiale n'est pas pris en compte. C'est la raison pour laquelle il est impossible de comparer le potentiel financier réel des corporations ecclésiastiques paroissiales entre elles. De plus, les autres ressources de la paroisse ne sont guère prises en considération. Tout ceci mène au fait que 90% des corporations ecclésiastiques paroissiales profitent de la compensation et que seul 10% la financent. Alors qu'une seule corporation ecclésiastique paroissiale porte elle-même près de la moitié de la somme de compensation !

La nouvelle formule de calcul propose que 3% de la somme totale, c'est-à-dire non seulement des encaissements des impôts paroissiaux, mais aussi des revenus des bénéfices paroissiaux, soit investi dans la péréquation financière. Ce montant serait alors réparti entre les corporations ecclésiastiques paroissiales ayant une capacité financière en dessous de la moyenne cantonale. Un taux standard pour toutes les paroisses permettrait alors de calculer la capacité financière des corporations ecclésiastiques paroissiales. Le but de cette nouvelle péréquation financière est d'aboutir à des résultats considérés comme justes par toutes les corporations ecclésiastiques paroissiales.

Avec l'aide de ces nouvelles dispositions, les points faibles de départ dont souffre le Statut vont, d'une part, être supprimés et, d'autre part, ceci permettra de tenir compte de l'évolution au sein de l'Eglise et de la société. Le droit ecclésiastique fribourgeois est donc, lui aussi, soumis à des changements constants.

---

<sup>20</sup> DUCARROZ, p. 180.

## Bibliographie

### **BLEISCH BOUZAR, PETRA/REY, JEANNE/STOFFEL, BERNO/WALSER, KATJA**

- Eglises, appartements, garages. La diversité des communautés religieuses à Fribourg = Kirchen, Wohnungen, Garagen. Die Vielfalt der religiösen Gemeinschaften in Freiburg, Fribourg 2005.

### **DIOCÈSE DE LAUSANNE, GENÈVE ET FRIBOURG (éd.)**

- Conseil pastoral de l'UP ; Conseil de communauté dans l'UP, [Fribourg] février 2009.
- Guide de l'équipe pastorale, [Fribourg] novembre 2005.
- Petit guide du conseil de gestion de l'unité pastorale, [Fribourg] novembre 2005.

### **DUCARROZ, JACQUES**

- Le statut juridique des Eglises dans le canton de Fribourg, dans : Loretan, Adrian (éd.), Rapports église – état en mutation. La situation en Suisse romande et au Tessin (= Freiburger Veröffentlichungen aus dem Gebiete von Kirche und Staat ; vol. 49), Fribourg 1997, pp.167-182.

### **FOURADOULAS, ANNE-VAÏA**

- La communauté juive à Fribourg et son environnement cantonal (1895-2000) (= Aux sources du temps présent ; 16), [Fribourg] 2007.

### **GARDAZ, PHILIPPE**

- Ad majorem Dei gloriam, dans : Johann et Jean Mülhauser, Jean-Claude Gadmer [éd.], Dieu en fête. Regards sur la procession de la Fête-Dieu à Fribourg, Fribourg 2009.

### **HANGARTNER, YVO**

- Staatskirchenrechtliche Grundsatzfragen. Bemerkungen aus Anlass von Leitentscheiden des Kantonsgerichts Basel-Landschaft und des Bundesgerichts, dans : AJP/PJA 17 (2008), pp. 983-994.

### **KLEY, ANDREAS**

- Kirchengaustritt – Austritt woraus? Besprechung des Urteils 2P.321/2006 vom 16. November 2007 des Bundesgerichts, teilweise publiziert als BGE 134 I 75 ff., dans : Recht 26 (2008), no 4, pp. 169-173.

### **KOSCH, DANIEL**

- Kirche und kirchliche Körperschaften. Miteinander oder blosses Nebeneinander?, dans : SKZ 176 (2008), pp. 426-428.

**KRAUS, DIETER**

- Religionsrechtlich bedeutsame Entscheide des Bundesgerichts in den Jahren 2006-2007, dans : SJKR/ASDE 12 (2007), pp. 147-180.
- Schweizerisches Staatskirchenrecht. Hauptlinien des Verhältnisses von Staat und Kirche auf eidgenössischer und kantonaler Ebene (= Jus ecclesiasticum ; vol. 45), Tübingen 1993.

**NAY, GIUSEP**

- Kirchenaustritt (Praxisänderung), dans : AJP/PJA 17 (2008), pp. 1160-1163.

**PAHUD DE MORTANGES, RENÉ**

- Kantonale Verfassungsrevision und Religionsrecht in der Westschweiz, dans : Hänni, Peter (éd.), Mensch und Staat. Festgabe der Rechtswissenschaftlichen Fakultät der Universität Freiburg für Thomas Fleiner zum 65. Geburtstag, Fribourg 2003, pp. 147-160.